

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

[Signature]

NOR : ENS N 94 50048 D

DECRET *du* 27 MAI 1997

portant classement parmi les sites du département de la Guadeloupe
de la Pointe des Châteaux, sur le territoire de la commune de SAINT-FRANCOIS.

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'environnement :

VU la loi du 2 mai 1930 modifiée réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, en particulier les articles 3.1, 6, 7 et 8, ensemble le décret n° 69-607 du 13 juin 1969 pris pour son application :

VU les résultats de l'enquête administrative prescrite par arrêté préfectoral en date du 17 juin 1993, qui s'est déroulée du 15 juillet au 16 août 1993, et notamment l'absence de consentement de certains propriétaires :

VU la délibération du conseil municipal de SAINT-FRANCOIS en date du 25 novembre 1993

VU l'avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages de la Guadeloupe en date du 4 juin 1996 :

VU les avis de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages en date des 3 mars 1994 et 20 juin 1996 :

VU l'avis du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation en date du 27 juillet 1995 :

VU l'avis du ministre de l'économie, des finances et du plan en date du 14 septembre 1995 :

VU l'avis du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports en date du 23 octobre 1995 .

LE CONSEIL D'ETAT (Section des Travaux Publics) entendu :

CONSIDERANT que la conservation et la préservation du site de la Pointe des Châteaux présente, en raison de son caractère pittoresque, un intérêt général au sens de l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 sus-visée,

DECRETE :

Article 1er : Est classé parmi les sites du département de la Guadeloupe le site de la Pointe des Châteaux, sur la commune de SAINT-FRANCOIS, d'une superficie de 600 ha environ, dont 425 relevant du domaine public maritime, défini comme suit conformément à la carte au 1/25.000ème et aux plans cadastraux annexés au présent décret:

SECTION AS

La totalité des parcelles, y compris l'îlot de la Roche

SECTION AR

La totalité des parcelles

SECTION AP

Les parcelles n°s 1 à 25, 28, 29, 143, 144, 145, 148, 149, 126 à 133, 42, 43, 54, 138 à 140 en totalité

Partie de la parcelle n° 35 située au Nord d'une ligne droite fictive reliant l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 143 à l'angle Nord-Est de la parcelle n° 135

Parties des parcelles n°s 168 et 75 situées au Nord d'une ligne droite fictive reliant l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 167 à l'angle Nord-Est de la parcelle n° 77

Partie de la parcelle n° 78 située au Nord d'une ligne droite fictive reliant l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 77 à l'intersection entre la limite Ouest de la parcelle n° 78 et la route qui la traverse, figurée par un double pointillé

Partie de la parcelle n° 90 située au Nord de cette même route

Parties des parcelles n°s 91, 96, 97, 102, 103 et 108 situées au Nord d'une ligne droite fictive reliant l'intersection de la route précédemment mentionnée et de la limite Ouest de la parcelle n° 90 à l'angle Sud-Est de la parcelle n° 164 de la section A0

SECTION A0

Les parcelles n°s 7 à 15, 163, 164, 142, 143, 44, 45, 138 et 137 en totalité

Parties des parcelles n°s 23, 24, 31, 144 et 43 situées au Nord d'une ligne droite fictive reliant l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 132 à l'angle Nord de la parcelle n° 46.

Article II : Le domaine public maritime est classé sur une largeur de 500 m au droit des parties terrestres classées.

Article III : Le présent décret sera notifié au préfet de la Guadeloupe et au maire de SAINT-FRANCOIS.

Article IV : Le présent décret ainsi que la carte au 1/25.000ème et les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la préfecture de la Guadeloupe et à la mairie de SAINT-FRANCOIS.

Article V : Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à PARIS, le 27 MAI 1997

Alain JUPPÉ

Par le Premier Ministre.

Le ministre de l'environnement.

Christian LANGE